

# L'idéal néo-libéral dans le temps mondial, 1990-2002 : même à Cuba ?

David Mercier

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704439ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704439ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mercier, D. (2002). L'idéal néo-libéral dans le temps mondial, 1990-2002 : même à Cuba ? *Études internationales*, 33(3), 447-475. <https://doi.org/10.7202/704439ar>

## Résumé de l'article

La chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'empire soviétique ont consacré la défaite du socialisme et facilité la mondialisation de l'idéal néo-libéral. Cet idéal est considéré par un grand nombre de décideurs, d'intellectuels et de groupes socio-économiques comme l'unique principe organisateur légitime de la vie humaine. Le présent article cherche à vérifier si l'idéal néo-libéral opérationnalisé s'est immiscé dans la Cuba socialiste au cours de la période post guerre froide. L'analyse de trois amendements législatifs apportés au cours des années 1990 par le gouvernement cubain dans les secteurs de la production agricole, monétaire et financier, suggère que l'idéal néo-libéral est bien présent à Cuba. Adoptés par le gouvernement cubain dans un contexte de sévère crise économique et motivés par la nécessité de survie économique et politique du régime, ces amendements auraient facilité la légitimation et l'intériorisation de pratiques et de valeurs néo-libérales.

# **L'idéal néo-libéral dans le temps mondial, 1990-2002 Même à Cuba ?**

David MERCIER\*

« Il a fallu également introduire [à Cuba] des espaces de marché, comme une injection d'une dose tonique, qui, si elle était exagérée, pouvait se convertir en [agent] toxique. »

Osvaldo MARTINEZ

**RÉSUMÉ :** La chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'empire soviétique ont consacré la défaite du socialisme et facilité la mondialisation de l'idéal néo-libéral. Cet idéal est considéré par un grand nombre de décideurs, d'intellectuels et de groupes socio-économiques comme l'unique principe organisateur légitime de la vie humaine. Le présent article cherche à vérifier si l'idéal néo-libéral opérationnalisé s'est immiscé dans la Cuba socialiste au cours de la période post guerre froide. L'analyse de trois amendements législatifs apportés au cours des années 1990 par le gouvernement cubain dans les secteurs de la production agricole, monétaire et financier, suggère que l'idéal néo-libéral est bien présent à Cuba. Adoptés par le gouvernement cubain dans un contexte de sévère crise économique et motivés par la nécessité de survie économique et politique du régime, ces amendements auraient facilité la légitimation et l'intériorisation de pratiques et de valeurs néo-libérales

**ABSTRACT :** The collapse of the Berlin Wall and the dismantling of the Soviet empire have confirmed the defeat of socialism and have facilitated the globalization of the neoliberal ideal. Many leaders, intellectuals and socioeconomic groups consider this ideal as the sole legitimate principle on which human life can be organized. The goal of the present article is to verify whether or not the operationalized neoliberal ideal has reached the socialist island of Cuba during the post cold war period. The analysis of three legislative amendments brought by the Cuban government during the 1990s in the agriculture, monetary and financial sectors suggests that the neoliberal ideal is indeed present in Cuba. If these amendments, adopted in the context of a severe economic crisis, were aiming at ensuring the regime's economic and political survival, they have also facilitated the legitimization and internalization of neoliberal practises and values.

\* Diplômé de l'Université d'Ottawa (M.A., science politique) et fonctionnaire fédéral. Cet article est une version revue et augmentée du chapitre quatrième de la thèse de l'auteur intitulée *Cuba dans le temps mondial, 1989-2000* ; ou l'histoire d'un sens contre la mondialisation ? Les propos présentés par l'auteur sont de sa seule responsabilité. Nous tenons à remercier les évaluateurs pour leurs commentaires constructifs. Directeur du Centre de recherche sur l'économie mondiale de La Havane et président de la commission économique du Parlement cubain.

L'idéal néo-libéral, cette aspiration politico-normative, serait en processus de mondialisation<sup>1</sup>. L'adoption de cet idéal par certains groupes socio-économiques, notamment par cette classe transnationale composée d'investisseurs et de gestionnaires, par certains décideurs politiques et, plus généralement, par des individus en contacts quotidiens avec les préceptes néo-libéraux, faciliterait la généralisation et l'intériorisation des normes et des repères qu'ils suggèrent. Ce processus d'intériorisation serait d'autant plus rapide que les valeurs et les repères qui orientaient la vie des collectivités seraient toujours moins clairement définis en raison des transformations rapides que l'ordre mondial de la guerre froide a subies à la fin des années 1980. Après avoir été discréditées par l'insuccès du socialisme réel, les valeurs et les normes qui légitimaient les décisions politiques, économiques et individuelles auraient été balayées aussi vivement que les écuries d'Augias par Héraclès<sup>2</sup>. Dans ce contexte, il est peu étonnant que les repères et les normes proposés par l'idéal néo-libéral aient été (mé)pris pour une solution de rechange qui se chargerait de remettre sur pied une humanité désorientée.

L'idéologie néo-libérale, avec le projet civilisationnel et le bagage normatif qu'elle porte, a été caractérisée par un dynamisme que la chute du mur de Berlin et l'écroulement de l'empire soviétique semblent avoir aiguillonné. L'ouverture de la « frontière » de l'Est et la tentative d'implantation rapide par les ex-pays socialistes des structures de la démocratie de marché ont consacré la défaite du socialisme. Par défaut, l'alternative se serait imposée avec le précieux concours de ceux qui percevaient en elle la solution à tous les problèmes. L'idéal néo-libéral est ainsi devenu pour un grand nombre de gens et de décideurs politiques le seul principe organisateur légitime et cela, tant dans les sphères de l'économie, du politique et du socio-culturel. C'est aussi ce que soutient un discours très puissant de la mondialisation qui contribue au renforcement de l'idée selon laquelle il ne sert à rien de chercher une

1. Le concept de mondialisation, central à la présente réflexion, sera défini comme un état généralement asymétrique de compression du temps et de l'espace rassemblant les conditions nécessaires à l'intensification des flux transfrontaliers de marchandises, de capitaux et d'idées. Si cette dynamique a aussi pour caractéristique d'être difficile à objectiver, que ce soit par l'État ou par la population, nous la considérerons dans le cadre de cet article d'abord sous son angle idéal. Ce concept d'idéal néo-libéral nous paraît intéressant et utile dans la mesure où son utilisation permet à la fois de situer notre analyse par rapport à cette tendance lourde qui pousse les gouvernements à prendre des décisions et des mesures qui participent d'un libéralisme outrancier souvent validé par les populations et, d'autre part, à confronter les discours et les politiques du gouvernement cubain à une notion, le néo-libéralisme, dont la signification est généralement admise et comprise. Si, en plus de faciliter la compréhension de la démarche et du positionnement de l'auteur, ce concept d'idéal néo-libéral suscite des interrogations et des réactions, la présente analyse n'en sera qu'enrichie.
2. On se rappellera que c'est Héraclès qui, dans le cadre de ses douze corvées, détourna le fleuve Alphée pour nettoyer les écuries d'Augias, roi légendaire d'Élide. Autres temps, autres mœurs, diront certains. Pas tout à fait. Car en remplaçant le nom du fleuve Alphée par l'idéal néo-libéral, c'est l'image du puissant balayage effectué par ce courant qui a emporté l'alternative discréditée ainsi que l'embarras de son utopie qui reviennent à l'esprit.

alternative ou une voie originale de développement. Si dans le contexte de plusieurs pays en développement et en transition, particulièrement en Russie et dans les pays de l'Europe orientale, cet idéal a été non seulement admis mais implanté de manière rapide avec un (in)succès tout relatif, comment expliquer que tous les pays n'aient pas, au cours des années 1990, opté pour l'idéal néo-libéral comme schème principal sur lequel asseoir leur reconstruction économique, politique et sociale ?

On peut balancer, se déhancher et même ne plus savoir sur quel pied danser, face à certaines représentations caricaturales – et souvent opposées – de Cuba. Île tropicale heureuse, gorgée de rhum ambré, de soleil souriant et de tabac de première qualité où le temps se serait arrêté en 1959. Île-prison gardée par l'équivalent d'un Mephisto barbu qui, tel un alchimiste moyenâgeux, procède à des mélanges explosifs de simili-socialisme, de capitalisme débridé et d'hyper-libéralisme, comme si de ce court-bouillon théorique naîtrait la pierre philosophale. Cuba et idéal néo-libéral, deux concepts qui semblent *a priori* contradictoires, voire antinomiques. D'aucuns diront que Cuba la socialiste n'a rien à voir avec ce courant idéal. L'eau et le feu. David et Goliath. D'autres diront qu'au contraire Cuba n'est en fait qu'une chimère socialiste qui cache un libéralisme bouillonnant et destructeur. À l'ère du *temps mondial*<sup>3</sup>, comment se positionne Cuba, théoriquement et pratiquement, par rapport à l'idéal néo-libéral que véhicule la mondialisation ? Qu'en est-il vraiment sur le terrain<sup>4</sup> ?

Afin de mesurer la densité de l'idéal néo-libéral opérationnalisé à Cuba, nous procéderons d'abord à une analyse du discours dominant tenu par le gouvernement cubain à propos de la mondialisation. Cette analyse nous permettra d'évaluer la teneur du discours étatique en repères ou en normes de type néo-libéral. Comme l'évaluation du discours ne peut refléter que partiellement le niveau réel d'intégration de l'idéal néo-libéral, une seconde démarche, plus substantielle, sera entreprise. Cette démarche consistera en l'analyse de mesures législatives adoptées au cours des années 1990 qui ont trait à la production agricole, à la dollarisation de l'économie, au choix du tourisme comme secteur prioritaire et à l'investissement étranger.

3. Le concept de temps mondial est utilisé par certains auteurs pour évoquer la période suivant la fin de la guerre froide. Cette expression porte généralement l'idée de désarroi face à l'absence d'alternative, à la fin des utopies et, par voie de conséquence, au rétrécissement des possibles et des horizons temporels, passés et futurs. On lira notamment à ce sujet Zaki LAIDI, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994 ; Paul VIRILIO, *Cybermonde. La politique du pire*, Paris, Textuel, 1996 ; et Jean-Claude GUILLEBAUD, *La refondation du monde*, Paris, Seuil, 1999.
4. La persistance d'un régime socialiste n'est pas garant de la conservation des valeurs ou des acquis dans un contexte donné. À propos du Viêt-Nam, l'économiste de gauche M. Chossudovsky écrit que « (...) le néo-libéralisme était devenu, avec l'aide des institutions de Bretton Woods, la doctrine officielle du Parti communiste. Bureaucrates et intellectuels furent appelés, 'au nom du socialisme' à appuyer sans réserve le nouveau dogme ». Michel CHOSSUDOVSKY, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998, p. 131.

Toutes ces mesures seront étudiées afin de vérifier si leurs fondements, leurs objectifs et la manière dont elles sont justifiées par le gouvernement s'imprègnent des idées néo-libérales. Est-ce que le contenu des réformes pourrait être de type néo-libéral alors que le contenant, c'est-à-dire le discours, demeurerait farouchement cubain ? Se pourrait-il que le contraire soit aussi possible ou qu'un mélange des deux s'opère simultanément ? C'est ce que la confrontation de la rhétorique sur la mondialisation, des mesures législatives adoptées durant la période post guerre froide et de leurs conséquences sur la société cubaine permettra d'évaluer.

## I – Du discours officiel

Les comportements politiques peuvent être difficiles à interpréter, encore plus à examiner pour ce qu'ils sont. De la même façon, il peut être ardu d'évaluer dans quelle mesure un État et sa population ont incorporé des éléments néo-libéraux dans leur manière d'être, d'agir et de penser. Bien sûr, certaines circonstances ou tendances laissent peu de doutes quant à la présence ou non d'idéaux néo-libéraux dans une société donnée. L'adhésion souhaitée du Mexique à l'ALÉNA, par exemple, a induit une accélération des processus d'ajustements néo-libéraux à la fin des années 1980 et au début des années 1990. La libéralisation, les très nombreuses privatisations et la déréglementation souhaitées par la classe des grands entrepreneurs et décidées par les dirigeants politiques illustrent bien la puissance suggestive des forces néo-libérales en présence au Mexique à cette époque<sup>5</sup>.

Les modifications apportées dans plusieurs secteurs d'activités par le gouvernement cubain au cours des années 1990 peuvent *a priori* sembler néo-libérales. On pourrait ainsi considérer certaines mesures d'ouverture de l'économie cubaine, certains accommodements financiers accordés aux entreprises étrangères comme des *preuves* de l'*unidéologisation*<sup>6</sup> de Cuba. Or, comment

5. Pour plus de détails concernant l'intégration de l'idéal néo-libéral par certaines classes mexicaines, on pourra lire David MERCIER, « Le régionalisme stratégique dans les Amériques : tenants et aboutissants de l'ALÉNA vus d'une perspective mexicaine », *Études internationales*, vol. XXXI, n° 1, mars 2000, pp. 111-133.

6. *Unidéologie/ unidéologisation* : néologisme réunissant les termes « uni » (seul, unique) et idéologie que nous avons créé et auquel nous nous référerons régulièrement afin d'exprimer en un seul vocable les prétentions totalisantes, universalistes (homogénéisation positive), d'incontournabilité, « d'inévitabilité » et de « flexibilité obligée » du marché du travail qu'un discours très répandu de la mondialisation semble véhiculer et que nous remettons en question. *Unidéologie* se réfère aussi à l'expression « idéologie de la globalisation » utilisée par R.W. COX ; au syndrome TINA (*There Is No Alternative*) et à la « Trinité » privatisation-libéralisation-déréglementation que critique Samir AMIN in *La gestion capitaliste de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; ainsi que l'idée de « convergence universelle » exprimée par John WILLIAMSON, in *The Progress of Policy Reform in Latin America*, Washington, DC, Institute for International Economics, 1990. *Unidéologie* renvoie enfin à l'idée selon laquelle le normatif, le qualitatif et l'éthique constituent autant d'obstacles au règne du quantitatif, du mesurable. Sur ces idées, on lira Jean-Claude GUILLEBAUD, *op. cit.*, pp. 90 et s. ; pp. 350 et s. ; et François DE BERNARD, *Le gouvernement de la pauvreté*, Paris, Éditions du Félin, 1995, pp. 31 et s.

sortir de ce cadre dans lequel la moindre volonté de s'intégrer à l'économie mondiale est jugée comme une faiblesse du système cubain ou comme une évidence de plus du caractère irrépensible de l'idéal néo-libéral ? Car, on l'admettra, Cuba ne peut rester figée dans le temps et faire semblant de jouir des avantages que le bloc économique soviétique, le COMECON, lui concédait avant 1991 alors que les relations commerciales artificiellement avantageuses de Cuba avec l'URSS et l'ancien bloc de l'Est ne sont plus que souvenirs<sup>7</sup>. Ainsi, il semble plutôt hardi de considérer le repositionnement économique et commercial de Cuba comme l'aveu incarné de sa sympathie pour l'idéal néo-libéral. Car ce faisant, il faudrait aussi reconnaître l'incontournabilité de l'*unidéologisation* de Cuba et, partant, du reste du monde. Cela équivaldrait à légitimer le discours dominant de ceux qui font la défense et la promotion d'un projet eschatologique vide de sens et à reconnaître, donc à créer, une réalité que l'on s'acharne à contenir. Ouverture ou adaptation ne veut pas nécessairement dire néo-libéralisation ; tout est fonction du type d'adaptation privilégiée et de ses retombées sur l'ensemble de la société. D'aucuns prétendront que les exemples de l'Inde ou de la Malaisie montrent qu'il est possible pour des États de se développer sans toutefois copier le modèle consumériste américain et les idéaux qu'il charrie<sup>8</sup>. Que Cuba ne soit pas passée, au contraire de certains ex-pays socialistes, d'un totalitarisme de type socialiste à un totalitarisme de marché<sup>9</sup> avec la chute du mur de Berlin, cela est déjà remarquable.

Le discours étatique entourant la mondialisation suggère qu'elle est un phénomène objectif et irréversible<sup>10</sup>. Irréversible, la mondialisation l'est dans le sens où, pour le Commandant en chef, elle

7. Avec la fin du COMECON, ce sont 84 % du commerce total effectué par Cuba qui ont dû être re-dirigé. De plus, 92 % des transactions étaient effectuées soit en devises non convertibles, soit par troc. Une conséquence majeure de la fin du COMECON a donc consisté en l'insuffisance des réserves cubaines de devises étrangères afin de financer ses importations au prix des cours internationaux. Des explications à ce sujet peuvent être trouvées notamment dans Carmelo MESA-LAGO (dir.), *Cuba After the Cold War*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1993, pp. 184-185.

8. Propos tenus par le professeur Lynn Mytelka lors d'une conférence présentée à l'Université d'Ottawa, le 9 mars 2000.

9. Par totalitarisme de marché, nous nous référons à un régime ou à un système qui condamne, plus ou moins subtilement, les projets ou les mesures – et ceux qui les proposent – qui ne participent pas ou qui ne respectent pas ladite loi de l'offre et de la demande.

10. On pourra lire à ce propos le résumé d'une entrevue accordée par C. Lage Dávila, vice-président du Conseil d'État, au journal allemand *Die Zeit* présenté dans « En Cuba no habrá privatización », G-2000, site officiel de la deuxième Rencontre internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement, [http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0015\\_25.html](http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0015_25.html). L'idée d'irréversibilité de la mondialisation est également soulevée dans le discours que Fidel Castro a prononcé lors de la séance de clôture de la Rencontre internationale d'économistes, le 22 janvier 1999. On consultera à cet effet *Charge de rapporteur. Exposé du docteur Fidel Castro Ruz*, La Havane, Association nationale des économistes de Cuba, 1999, p. 16.

(...) ne provient pas du caprice de qui que ce soit, ni même de l'invention de qui que ce soit. La mondialisation est une loi historique, une conséquence du développement des forces productives – pardonnez-moi d'utiliser cette expression dont l'auteur fait peut-être encore peur à certains – un produit [de l']essor de la science et de la technique (...)»<sup>11</sup>.

Si, tel que décrit par les autorités cubaines, le phénomène de la mondialisation peut *a priori* laisser croire en une certaine fatalité, il est pourtant l'objet de vives critiques qui permettent d'éclaircir l'idée d'irréversibilité ci-haut exprimée. En effet, les autorités se réfèrent fréquemment à une mondialisation néo-libérale qui doit être contrée. Ainsi, pour Fidel Castro, la planète sur laquelle nous vivons serait un « (...) monde mondialisé, vraiment mondialisé, [d']un monde dominé par l'idéologie, les normes et les principes de la mondialisation néolibérale<sup>12</sup> ». Dans cette optique, la mondialisation poserait problème ; elle représenterait des défis de taille. En effet, affirme Castro,

Notre plus grand intérêt est que notre peuple puisse être préparé pour ce monde qui va bientôt nous tomber dessus (...). Quarante-cinq ans après [l'insurrection révolutionnaire de 1953], nous souhaitons précisément que notre peuple se prépare et s'éduque. Il faut regarder plus loin, il faut élaborer de nouvelles idées, se tracer de nouveaux objectifs, de nouveaux principes, à partir des mêmes sentiments, de l'amour éternel de la dignité de l'homme, de l'être humain, de la justice qui nous a mené jusqu'ici (...)»<sup>13</sup>.

Et d'ajouter,

Ce que nous réclamons, et ce pour quoi nous devons lutter, (...) c'est la mondialisation de la fraternité et de la coopération entre tous les peuples, le développement durable, la distribution équitable et l'usage rationnel des abondantes ressources matérielles et spirituelles. De ses mains et de son intelligence, l'humain est en mesure d'assurer la préservation de la patrie commune de l'humanité<sup>14</sup>.

11. *Une révolution ne peut naître que de la culture et des idées*. Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'État de la République de Cuba, au Grand Amphithéâtre de l'Université centrale du Venezuela, le 3 février 1999, *La Habana*, Editora Política, 1999, p. 9.
12. *Ibid.* Un texte de Osvaldo Martínez publié en 2000 dans *El Economista de Cuba Online* montre combien on est conscient à Cuba du fait que « (...) la superposition de la politique néo-libérale au processus de la mondialisation confère à ce dernier des caractéristiques, des limites et une orientation particulière qui se trouve au centre même de la complexe conjoncture économique mondiale de cette fin de millénaire » [traduction libre]. Pour l'intégral de ce texte, on consultera [http://www.eleconomista.cubaweb.cu/2000/archivo/gb\\_001.html](http://www.eleconomista.cubaweb.cu/2000/archivo/gb_001.html).
13. Fidel CASTRO, *Nous luttons avant pour notre pays ; aujourd'hui, nous luttons pour le monde*, Discours tenu à Santiago de Cuba le 26 juillet 1998, *La Habana*, Editora Política, 1998, p. 81.
14. [Traduction libre]. Extrait du discours prononcé par Fidel Castro Ruz lors du Cariforo, République dominicaine, 21 août 1998, [http://www.eleconomista.cubaweb.cu/2000/archivo/gb\\_005.html](http://www.eleconomista.cubaweb.cu/2000/archivo/gb_005.html).

Le gouvernement perçoit donc une nécessité pour les Cubains de s'approprier la mondialisation et d'en faire un outil pour mieux défendre les principes privilégiés et défendus par le régime, en l'occurrence, la centralité de l'humain et de la justice sociale. C'est en ce sens qu'il faut interpréter la déclaration plutôt grinçante du *Comandante en Jefe* qui a affirmé que « (...) l'idéal serait que Cuba n'ait pas à s'intégrer à ce processus mais bien que la mondialisation s'intègre à Cuba<sup>15</sup> ». Cette affirmation illustre bien la résistance de Cuba à se plier aux exigences de la mondialisation néo-libérale et le désir des autorités cubaines de se servir de la mondialisation comme un moyen de poursuivre des objectifs déterminés par elles-mêmes. L'idée répandue et martelée à qui mieux mieux selon laquelle les États n'ont pas le choix, que la mondialisation est incontournable, semble donc être, d'un point de vue théorique, rejetée par Cuba<sup>16</sup>. La mondialisation n'est pas ici perçue comme un outil facilitant par lui-même la résolution des problèmes que rencontrent les populations. En ce sens, un article de *Granma*<sup>17</sup> note que le développement scientifique et technologique qui caractérise la mondialisation ne doit pas faire l'objet d'oppositions inutiles ; il s'agit bien davantage de mettre ces derniers au service des intérêts et des nécessités de la population<sup>18</sup>. Dans le même sens, plusieurs intellectuels cubains considèrent la mondialisation comme

(...) porteuse de nouvelles possibilités que nous ne pouvons mépriser. Elle signifie également un processus de diffusion des connaissances et dans notre cas en particulier [Cuba], de celles concernant la gestion et l'administration des entreprises, une participation aux mécanismes du marché mondial dont nous avons été déconnectés durant des décennies (...) <sup>19</sup>.

15. [traduction libre]. Marina MENÉNDEZ et Luis Jesús GONZÁLEZ, « Los secretos del milagro ». Article résumant les propos tenus par Fidel Castro lors de la dernière journée de la deuxième Rencontre internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement publié sur le site officiel de cet événement, [http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0034\\_29.html](http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0034_29.html).
16. Si le discours du gouvernement cubain est plutôt critique face au phénomène de la mondialisation néo-libérale, il est par ailleurs intéressant de constater que ce discours est souvent appuyé par des initiatives concrètes qui viennent renforcer la légitimité de ce discours. Parmi ces initiatives, on notera la Rencontre hémisphérique pour la lutte contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et les Rencontres internationales des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement. Sur les objectifs de ces rencontres, on pourra lire Joaquín RIVERO, « Continuación del movimiento contra la globalización neoliberal », *Granma Internacional digital*, <http://www.granma.cu/espanol/noviemi1/alca-e.html> et « Promoverá alternativas económicas evento mundial en La Habana » et [sans auteur] *Granma Internacional digital*, <http://www.granma.cu/espanol/enero02/promovera-e.html>.
17. Le quotidien *Granma* est le journal officiel du Parti communiste cubain (PCC).
18. « No debemos aspirar a particulares ventajas o migajas de un orden mundial injusto y despiadado, sino a transformarlo exigiendo nuestros derechos ». Discours prononcé par Carlos Lage Dávila, vice-président du Conseil d'État de Cuba, lors du deuxième Sommet des pays ACP, Santo Domingo, 25-26 novembre 1999, *Granma* n° 237, année 3, samedi 27 novembre 1999, <http://www.granma.cubaweb.cu/27nov99/interna/articulo1.html>.
19. Osvaldo MARTÍNEZ, « Cuba dans le contexte de l'économie mondiale », in François HOUTART (dir.), Bernard DUCHARME et al., *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*. Louvain-la-Neuve, Paris et Montréal, Centre Tricontinental et l'Harmattan, 2001, pp. 208-209.



Enfin, concernant la représentation que les Cubains se font de Cuba par rapport au reste du monde il est intéressant de lire que « Cuba n'est plus une île. Il n'y a plus d'îles. Il n'y a qu'un monde<sup>20</sup> ».

Ainsi donc, la mondialisation serait un phénomène incontournable qui doit être affronté et contrôlé de manière à ce que la population n'en devienne pas la victime. Aussi, la mondialisation obligerait les autorités à modifier leur propre perception de Cuba par rapport au reste du monde. À partir de ces éléments, on peut noter que la manière avec laquelle les autorités cubaines prennent acte de la mondialisation reflète les préoccupations économiques provenant de l'obligation qu'a Cuba de réorienter son économie à la suite de la fin de ses relations commerciales au sein du COMECON.

À la lumière de la partie qui précède, on pourra noter que rien au niveau discursif ne permet de noter que l'idéal néo-libéral traverse de manière significative le discours de l'État ni la représentation qu'il se fait de la mondialisation. Pour l'instant, il suffira de noter que le discours officiel de l'État cubain ne laisse pas présager de tournant néo-libéral dans la pratique, c'est-à-dire dans l'élaboration des politiques et des amendements apportés par le gouvernement cubain. Or, comme le discours peut servir autant à temporiser, à convaincre ou à tromper, il appert judicieux de s'attarder plus longuement sur la « pratique » du gouvernement cubain afin d'en évaluer la teneur en idéal néo-libéral.

## II – Le contexte

Pour fins de clarification méthodologique, l'évaluation des amendements et des nouvelles politiques en vigueur à Cuba reposera sur le néo-libéralisme défini comme une doctrine proposant

(...) un retour à l'économie de marché, au laisser-faire et au libre-échange, remettant en question l'intervention de l'État, prônant la privatisation, la déréglementation, les coupures dans les programmes sociaux et finalement la libéralisation du marché du travail (remise en question du salaire minimum, de l'assurance chômage, des droits syndicaux, etc.)<sup>21</sup>.

À cette définition générale, il doit être ajouté que l'idéal néo-libéral est également une croyance selon laquelle l'hyper-libéralisme économique et son support politique constituent la voie par excellence pour régler les problèmes

20. [traduction libre] *Propos tenus par R. Valdés Vivó, recteur d'une école d'études avancées du Parti communiste cubain. Cités par John J. PUTMAN, « In the Revolution. Cuba », National Geographic*, vol. 195, n° 6, juin 1999, p. 19.

21. Philippe BOURDEAU et Claude PERRON, *350 mots clés de science politique*, Montréal et Toronto, Chenelière/McGraw-Hill, 1998, p. 87. Lire aussi Alain MUSSET, « Interventionnisme, libéralisme et mondialisation : l'Amérique latine dans tous ses états », *Cahiers des Amériques latines*, n° 26, 1997, p. 69.

économiques, politiques et sociaux rencontrés dans un pays donné. En d'autres termes, les politiques cubaines du temps mondial seront évaluées en fonction de leur tendance à introduire la logique marchande, le libre-choix outrancier favorisant la dislocation sociale et l'intervention du secteur privé dans des domaines d'activités jusque-là dirigés ou protégés par le régime socialiste. L'introduction de cette logique marchande, qu'elle soit volontaire ou le résultat de l'absence – imaginée ou réelle – d'alternative, manifesterait la pénétration de cet idéal néo-libéral à Cuba.

Certaines modifications législatives apportées par le gouvernement cubain à la suite de l'effondrement de l'empire soviétique ont modifié en profondeur le visage de la Cuba du temps mondial. La « période spéciale en temps de paix », décrétée en août 1990 à la suite de l'irrégularité de l'approvisionnement en pétrole soviétique, avait pour objectif immédiat de réduire au maximum la consommation nationale d'énergie et de biens et services, les dépenses publiques et la fuite des devises étrangères<sup>22</sup>. Car, faut-il le rappeler, la rareté des sources d'énergie affectait tous les secteurs de la vie à Cuba, de la préparation des repas jusqu'à la production et la distribution des biens de consommation. L'agriculture, les transports, le fonctionnement des entreprises et des institutions scolaires et de santé étaient ralentis ou paralysés par cette pénurie énergétique; c'était du jamais vu en trente ans de révolution<sup>23</sup>. L'objectif ultime visé par la mise en oeuvre de la période spéciale consistait en la réinsertion de Cuba dans l'économie mondiale. Cette réinsertion devait s'opérer sans pour autant compromettre le socialisme ni la souveraineté nationale de Cuba face aux États-Unis<sup>24</sup>. Devant cette situation exceptionnelle, l'État pouvait choisir entre deux voies pour pallier aux nombreuses difficultés sur lesquelles butait l'économie cubaine. Les autorités de l'île pouvaient soit opter pour une ouverture rapide de l'économie cubaine ou alors élaborer des politiques de leur cru, aux retombées incertaines, qui se réclameraient officiellement du socialisme<sup>25</sup>.

De par la position idéologique du gouvernement cubain et de son *Comandante en Jefe*, la première possibilité, on le comprendra, était difficilement envisageable d'un point de vue symbolique et politique. La seconde voie, que l'État semble avoir choisie, le poussa à réduire les subventions accordées aux

22. Carmelo MESA-LAGO, « Assessing Economic and Social Performance in the Cuban Transition of the 1990s », *World Development*, vol. 26, n° 5, mai 1998, p. 867. Avec la cessation du paiement de sa dette extérieure en 1986, Cuba n'arrive que difficilement à obtenir des prêts sur le marché international et cela, à des taux d'intérêt très élevés.

23. Les difficultés en 1992-1993 étaient telles que plusieurs prédirent à l'époque qu'elles entraîneraient la chute du régime cubain. A.J. JATAR-HAUSMANN, « What Cuba Can Teach Russia », *Foreign Policy*, n° 113, hiver 1998-1999, pp. 87-92.

24. Marifeli PÉREZ-STABLE, *The Cuban Revolution. Origins, Course, and Legacy*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 158. Pour une généreuse description des mesures adoptées par les autorités cubaines à partir d'août 1990, voir C. MESA-LAGO (dir.), *op cit.*, pp. 165-168.

25. M. PÉREZ-STABLE, *op. cit.*, p. 158.

entreprises, à procéder à des coupures dans la fonction publique afin de réallouer les sommes épargnées aux priorités du moment, c'est-à-dire à l'agriculture, aux industries stratégiques, à la construction de logements pour les camps de travail ruraux, etc.<sup>26</sup>. Bien que ces mesures avaient pour objectif d'assainir les finances publiques, elles ne se sont pas effectuées sans certaines précautions. En effet, l'État offrit aux employés remerciés des cours de recyclage professionnel ainsi que l'équivalent de 60 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils se soient trouvés un emploi<sup>27</sup>. Aussi, afin de minimiser un taux de chômage que les mises à pied augmentaient, le gouvernement autorisa environ 160 types d'emplois autonomes pouvant être pratiqués moyennant le paiement d'impôts<sup>28</sup>. Si l'État avait officiellement décidé de faire face à la crise par une politique d'austérité économique<sup>29</sup> et de préservation des objectifs socialistes plutôt que par une ouverture et une libéralisation radicales de son économie et de ses pratiques commerciales, certaines mesures ont eu des conséquences qui étaient sans doute pour modifier l'essence du socialisme cubain et, plus significatif encore, insérer dans celui-ci des pratiques inspirées du néo-libéralisme. L'augmentation en 1994 des coûts de certains biens et services telles l'essence, l'électricité, les cigarettes, etc., a sans doute affecté les strates les plus défavorisées de la population<sup>30</sup>. De même la décision de l'État de ne plus subventionner

26. *Ibid.*, pp. 165-166.

27. Jean-François FOGEL et Bertrand ROSENTHAL, *Fin de siècle à La Havane. Les secrets du pouvoir cubain*, Paris, Seuil, 1993. pp. 492-498. Lire aussi Ana Julia JATAR-HAUSMANN, art. cit., p. 91 ; ainsi que C. MESA-LAGO (dir.), *op. cit.*, pp. 183-184. L'idée de verser un salaire, même modeste, et d'offrir de la formation à ceux qui sont remerciés de leur fonction paraît démontrer un certain souci de l'humain et de sa dignité. Obliger les entreprises de nos sociétés à faire de même réduirait probablement la propension de certaines d'entre elles à procéder à « d'irrationnelles rationalisations »...

28. C. MESA-LAGO, « Assessing Economic and Social Performance... », *loc. cit.*, p. 869.

29. On pourrait croire que la politique d'austérité imposée par le gouvernement cubain ressemble à celle que le gouvernement québécois a privilégiée au début des années 1990. Toutefois, l'objectif du gouvernement cubain était différent de celui poursuivi par son homologue québécois. Dans le premier cas, il s'agissait d'une rareté subite de ressources financières alors que dans le second, il était davantage question de l'atteinte d'un équilibre budgétaire, non pas parce que les ressources financières faisaient défaut du jour au lendemain – les déficits budgétaires remontent à l'époque de la révolution tranquille – mais parce que ces déficits ont entre autres pour effet de rendre l'accès au crédit plus difficile sur les places financières.

30. Cela étant, les prix de plusieurs services tels le logement, l'alimentation en électricité et en eau, le transport public, le téléphone, etc., sont encore contrôlés et largement subventionnés par l'État. À titre d'exemple, une famille cubaine paie en moyenne 12 pesos par mois pour le service électrique. Cela équivaut à environ 54 cents américains. Pour plus de détails concernant le pouvoir d'achat des Cubains, on lira Francisco SOBERÓN VALDÉS (président de la Banque centrale de Cuba), « Al Peso lo que Es del Peso », *El Economista de Cuba*, année 2, n° 12, novembre-décembre 1999. Section « En el Centro, Especial n° 10 », pp. 1-4.

certaines productions agricoles qui a contribué à augmenter graduellement le prix de 25 variétés de légumes et de tubercules<sup>31</sup>.

### III – Le secteur agricole

La décision du gouvernement cubain de se désengager de la production agricole qui était sous sa gouverne pour confier cette responsabilité à des coopératives constitue la première modification importante qui fera l'objet d'une analyse. On se rappellera que les réformes agraires de 1959 et 1963 ont été menées prestement et sont généralement considérées comme étant non seulement centrales à la Révolution cubaine mais « révolutionnaires » pour l'ensemble des sociétés latino-américaines<sup>32</sup>. En dépit de l'importance de la nationalisation des terres dans le projet socialiste cubain, le pourcentage de la superficie des terres agricoles directement cultivées et administrées par l'État sous la forme de fermes étatiques est passé de 75,2 % à 33,4 % entre 1992 et 1997<sup>33</sup>. C'est donc dire que l'État tend à se retirer de la production et de la gestion agricoles à Cuba au profit des unités de production coopérative (*Unidades Básicas de Producción Cooperativa*, UBPC).

Si une certaine forme de retrait de l'État est incontestable, il faut cependant remarquer que le démantèlement des fermes d'État pour constituer les UBPC n'a pas engendré la vente de la terre proprement dite puisque les UBPC cultivent des terres en usufruit, c'est-à-dire sans frais d'utilisation. Ainsi, les terres agricoles demeurent la nue-propriété de l'État<sup>34</sup>. La loi agraire adoptée en septembre 1993 aura donc permis que les membres des UBPC deviennent propriétaires de la production principale ainsi que des productions complémentaires qu'ils entreprennent. Les membres d'une coopérative sont collectivement responsables des instruments aratoires et de l'infrastructure de production rachetés à l'État lors de la création des UBPC, élisent leur équipe de direction parmi les membres de la coopérative, expulsent ou admettent des membres et

31. C. MESA-LAGO (dir.), *Cuba After the Cold War*, op. cit., p. 167. Les problèmes de ce type semblent se multiplier dans la mesure où le système socialiste continue à produire des biens qui sont offerts à des prix maintenus très bas par des subventions de l'État et qui peuvent ensuite être revendus en dollars sur le marché parallèle. Dans ces conditions, le maintien d'un système universel de biens rationnés devient problématique; il se trouve miné par le dualisme du système. On lira à ce propos Archibald R.M. RITTER, « The Dual Currency Bifurcation of Cuba's Economy in the 1990s : Causes, Consequences and Cures », *CEPAL Review*, n° 57, décembre 1995, pp. 120-121.

32. À titre indicatif, on lira à ce propos *The Cuban Revolution into the 1990s. Cuban Perspectives*, Centro de Estudios sobre América, Boulder, San Francisco et Oxford, Westview Press, 1992, pp. 121 et s. La nationalisation des terres allait en effet contre la tradition latino-américaine des *latifundios*, des *haciendas* ou des *estancias*, ces vastes propriétés foncières appartenant à l'aristocratie foncière conservatrice.

33. Oficina Nacional de Estadísticas, *Panorama Económico y Social: Cuba 1999*, La Havane, janvier 2000, p. 10.

34. Carmen Diana DEERE, « Reforming Cuban Agriculture », *Development and Change*, vol. 28, 1997, pp. 653.

se partagent 50 % des profits qu'ils peuvent réaliser, l'autre moitié allant à des fonds sociaux. En contrepartie, des firmes étatiques continuent à s'impliquer dans la vente des fertilisants et des semences. Les productions et les quotas que l'État s'engage à acheter à un prix qu'il fixe lui-même font, quant à eux, l'objet de négociations entre les entreprises étatiques et l'UBPC<sup>35</sup>.

À la lumière de l'analyse de ces changements, on peut noter que la présence de l'État est toujours réelle, autant en amont qu'en aval de la production, quoique beaucoup plus discrète qu'à l'époque à laquelle la production agricole était organisée en méga-fermes étatiques. La productivité, malgré les nombreux problèmes rencontrés, tend à augmenter de manière significative par rapport à celle qui caractérisait les fermes d'État<sup>36</sup>. Parler d'une privatisation des terres et de la production agricole serait donc exagéré. Dans ce cas-ci, il serait plus exacte de se référer à un genre plutôt original de « privatisation collective » des terres agricoles. Les modifications apportées dans la structure et l'organisation de la production agricole font dire à C.D. Deere que leurs retombées « (...) pourraient générer des relations de production davantage 'socialistes' ou collectives que les modalités qui encadraient le secteur agricole avant que les récentes réformes ne soient engagées<sup>37</sup> ».

Cela étant, le glissement de la production agricole étatique à une production qui prend de plus en plus appui sur le secteur privé reflète-t-il l'adoption de l'idéal néo-libéral par le régime cubain ? C'est ce qui pourrait être défendu en faisant référence au fait que les UBPC s'impliquent dans la vente de leur production, dans la réalisation des profits, etc. L'idée d'introduction de la logique de marché dans une production agricole jusque-là effectuée principalement par l'État pourrait indiquer, quoique timidement, l'introduction de l'idéal néo-libéral. Timidement, parce que l'État demeure l'acheteur d'une partie importante de la production agricole et parce qu'il s'implique aussi dans le choix du type de production de manière à pouvoir remplir ses obligations. Malgré tout, l'amendement de septembre 1993 ne semble pas – en soi – être particulièrement fort en teneur néo-libérale dans la mesure où il n'induit ni une privatisation réelle des terres ni un désengagement très substantiel de l'État dans ce domaine. Il s'agit plutôt d'un partage des tâches dans lequel le rôle de l'État est modifié, d'une part, et dans lequel il perd la quasi-exclusivité de la production agricole, d'autre part.

Si l'État tend à se désengager de la production agricole au profit des membres des coopératives, ceux-ci tendent à percevoir les entreprises étatiques desquelles ils doivent acheter semences et engrais et auxquelles est vendue une large partie de leur production comme des intermédiaires inefficaces et inhibiteurs<sup>38</sup>. Cette perception de l'État, qui n'est sans doute pas sans

35. *Ibid.*

36. *Ibid.*, p. 657 ; ainsi que A. R.M. RITTER, « The Dual Currency... », *loc. cit.*, p. 115.

37. [traduction libre] C.D. DEERE, *loc. cit.*, p. 649.

38. C.D. DEERE, *loc. cit.*, p. 659. Voir aussi C. MESA-LAGO, « Assessing Economic and Social Performance », *loc. cit.*, p. 865.

fondements, suggère que l'implication de l'État est plus nuisible qu'avantageuse et, par extension, que la production, la distribution et la vente des produits agricoles devraient être l'affaire du secteur privé. De là, il n'y a plus qu'un pas de *salsa* pour que les concepts économie/secteur privé et politique/secteur public deviennent antagoniques aux yeux de certains. Il peut donc être observé que la décision de l'État d'ouvrir lentement la production agricole au secteur coopératif-privé est en partie responsable de la tendance qu'ont les membres des coopératives à percevoir l'État comme un obstacle à la productivité et à l'efficacité des UBPC. Qu'importe si ces perceptions sont plus ou moins fondées; ce qui découle de ces dernières constitue peut-être le début d'une lutte du secteur privé contre l'intervention de l'État dans certains champs d'activités, pour une privatisation plus systématique ou une plus grande libéralisation du secteur agricole.

Une seconde mesure, prise en octobre 1994 et liée à celle ayant créé les UBPC, a légalisé le retour des marchés agricoles [*Mercados agropecuarios*] sur lesquels les petits agriculteurs, les membres de coopératives et les fermes d'État peuvent vendre leurs surplus à des prix fixés selon le mécanisme de l'offre et la demande<sup>39</sup>. En fait, la légalisation de la vente des surplus agricoles ainsi que la subdivision des terres agricoles étatiques en unités de production coopérative se sont inscrites dans le mouvement de libéralisation dans lequel l'État a engagé l'économie cubaine afin de faire face à la sévérité des difficultés économiques de la première moitié des années 1990. La réforme agraire et ses prolongements, c'est-à-dire l'ouverture des marchés agricoles et une libéralisation dans le secteur du transport de ces mêmes denrées, constituaient une tentative pour stimuler la production et faciliter l'approvisionnement en denrées alimentaires<sup>40</sup>. Ces mesures semblent avoir rencontré leur objectif. En effet, une chute du prix des denrées alimentaires fut observée par rapport à ceux qui

39. A. R.M. RITTER, « The Dual Currency... », *loc. cit.*, p. 125. Sauf dans le cas des producteurs privés, les surplus agricoles pouvant être vendus sur le marché dit « libre » correspondent à la production totale moins la production réservée et achetée par l'État. Une mesure semblable avait déjà été prise au cours des années 1980, époque à laquelle le marché noir était florissant. Les déséquilibres créés par la libéralisation de l'économie cubaine avaient cependant poussé Fidel Castro à mettre fin à la nouvelle souplesse de l'économie. À propos de ce processus de rectification engagé en 1986, on lira, à titre indicatif, Lee Lockwood, *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*, Boulder, Westview Press, 1990 (1967 ; 1969), pp. 357-371. Enfin, précisons qu'il existe différents types de marchés agricoles à Cuba. Ils sont soumis à des règles spécifiques, notamment en ce qui a trait aux prix qui peuvent être pratiqués. Pour les détails sur les marchés agricoles et pour en connaître davantage sur l'implication de l'État dans le secteur de la production agricole, on pourra consulter Raisa PAGES, « Fórmulas de comercialización para rebajar precios », *Granma Internacional digital*, <http://www.granma.cu/espanol/dic03/51acopi-e.html>.

40. Antoni KAPCIA, *Cuba After the Crisis. Revolutionising the Revolution*, Washington, Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism (*Conflict Studies* 289), 1996, p. 8. La production sucrière, une source importante de devises, a décliné substantiellement entre la fin des années 1980 et le début de la décennie suivante. L'État s'est aussi désengagé de la culture du tabac. Ainsi, 90 % du tabac récolté à Cuba est cultivé par 30 000 petits agriculteurs. Sur cette question, on lira J.J. PUTMAN, *loc. cit.*, p. 18.

étaient pratiqués sur le marché noir et leur production a été stimulée<sup>41</sup>. La création d'un marché officiel a ainsi contribué à apprécier le peso par rapport au dollar ce qui permit aux Cubains qui n'avaient pas accès à cette devise de s'approvisionner plus facilement sur ces marchés<sup>42</sup>, réduisant d'autant l'inégalité sociale née de la dollarisation de l'économie.

Comme plusieurs l'ont déjà noté dans le cas des ex-pays de l'Est et de Cuba, la productivité industrielle et agricole atteinte par l'État était faible par rapport à la production des petites exploitations privées<sup>43</sup>. Si une productivité élevée n'était peut-être pas perçue comme essentielle à l'époque où l'aide soviétique coulait à flots, la cessation de cette aide semble avoir modifié la perception qu'avaient les autorités du concept de productivité. Comme le cas étudié le suggère, l'État paraît considérer que l'augmentation de la productivité doit passer par son retrait. N'est-ce pas là une perception qui se nourrit d'un certain idéal néo-libéral en processus de mondialisation et qui prétend que l'État distord à la fois l'offre et la demande ? C'est un peu comme si devant l'adversité, l'État cubain avait jugé que la nécessaire augmentation de la productivité ne pouvait se produire que dans les mains du secteur collectif-privé. Clairement, donc, les mécanismes du marché ont été légalisés dans la sphère de la production et de la distribution des denrées alimentaires.

41. A. R.M. RITTER, *loc. cit.*, p. 125 ; Maria C. WERLAU, « Foreign Investment in Cuba. The Limits of Commercial Engagement », *World Affairs*, vol. 160, n° 2, automne 1997, p. 55.

42. Le taux d'épargne élevé, explicable par l'absence relative de biens de consommation ainsi que par l'offre de plusieurs services largement subventionnés par l'État, permettait à au moins une partie de la population de s'approvisionner dans ces marchés agricoles libres. À ce sujet, voir C.D. DEERE, *loc. cit.*, p. 664 ; ainsi que Manuel PASTOR Jr et Andrew ZIMBALIST, « Cuba's Economic Conundrum », *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, septembre-octobre 1995, p. 10. Afin d'illustrer les difficultés quotidiennes que peuvent rencontrer les Cubains les moins favorisés pour s'approvisionner en denrées alimentaires, on notera les quelques détails suivants. Une dame à la retraite que nous avons rencontrée dans la capitale cubaine reçoit de l'État une pension mensuelle de 80 pesos (soit environ 3,25 dollars américains). Les marchés de fruits et de légumes qui s'ouvrent à Cuba depuis quelques années constituent pour elle une source intéressante d'approvisionnement en produits frais. Toutefois, pour elle comme pour les Cubains qui ont un revenu aussi limité et qui n'ont pas accès aux devises étrangères, la quantité de denrées qu'ils souhaiteraient acheter demeure limitée. L'achat des produits de première nécessité que les Cubains se procurent à l'aide de leur carnet de rationnement nécessite entre 10 et 20 pesos par mois. Si l'on ajoute à cela d'autres dépenses liées au logement et aux services publics, aussi subventionnés soient-ils, les ressources disponibles pour l'achat de fruits et légumes font souvent défaut. À titre indicatif, une mandarine coûte sur les marchés agricoles libres 0,5 peso; une banane, 1 peso; un chou, 5 pesos; une papaye en morceaux, 5 pesos; une dizaine de petits oignons, 6 pesos. Les viandes, généralement vendues dans des lieux réservés à cet effet, coûtent cher; autour de 22 pesos le kilogramme, dans le cas de la palette de boeuf. Ces coûts étaient pratiqués dans les marchés agricoles libres de *La Habana* lors de notre passage en décembre 2001. Nous remercions Silvia la commerçante et María la retraitée pour l'information qu'elles ont bien voulu partager.

43. On lira, à titre indicatif, W. Philips SHIVELY, *Pouvoir et décision. Introduction à la science politique*, Montréal et Toronto, Chenelière/McGraw-Hill, 1999, p. 98.

La mise en place des unités de production coopérative et des marchés a officialisé l'usage des mécanismes du marché. Il semblerait toutefois exagéré de conclure pour autant que tout l'exercice relève de l'opérationnalisation de l'idéal néo-libéral. S'il est juste de constater que le marché est perçu par l'État comme étant un mécanisme efficace pour stimuler la production et la distribution des ressources agricoles, le contrôle qu'exerce l'État et son rôle dans l'achat, la distribution et la vente de ces mêmes ressources demeure important. Ainsi, l'État soumet les « forces » du marché à une réglementation stricte qui minimise les inégalités, notamment en n'autorisant que la vente libre des surplus agricoles et en imposant une taxe à ceux qui pratiquent ces activités commerciales<sup>44</sup>. Ce faisant, pourtant, l'État légitime peut-être le recours à ce mécanisme comme principal moyen de répartition des ressources.

#### IV – La douleur du dollar<sup>45</sup>

La libéralisation progressive du secteur agricole par l'État avait pour but de rehausser la capacité des Cubains à s'approvisionner à une époque à laquelle l'État n'arrivait plus toujours à fournir les rations de base à la population pour des raisons tant structurelles qu'organisationnelles. Cette décision doit toutefois être considérée dans un contexte plus large<sup>46</sup>. En effet, comme les mesures analysées précédemment, la légalisation des micro-entreprises<sup>47</sup>, de la pratique privée de certaines professions et la taxation de plusieurs activités à revenus doivent être situées dans le prolongement d'une mesure prise par l'État qui a créé un précédent dans l'histoire de la Révolution cubaine : la légalisation du dollar américain.

Devant les difficultés économiques et logistiques rencontrées par l'État à la suite de l'écroulement de l'empire soviétique, les autorités cubaines entreprirent très tôt de décriminaliser, par la Loi-décret 140 d'août 1993, la

44. C.D. DEERE, *loc. cit.*, p. 661. L'imposition d'une taxe à ceux qui sont engagés dans des pratiques commerciales individuelles s'inscrit bien dans l'objectif de l'État de continuer à répartir la richesse.

45. Titre de la traduction française du roman de Zoé VALDES, *Te di la vida entera*, Barcelona, Seix Barral, 1996 qui raconte d'une manière surréaliste, voire crue, les difficultés quotidiennes que rencontrent les Cubains au cours des années 1990.

46. Précisons ici que l'État continue à financer certains programmes très coûteux en recherche bio-médicale et à entretenir l'armée et la police. Si les difficultés économiques rencontrées à la fin de la guerre froide sont réelles, les priorités de financement sont peut-être à remettre en question.

47. Si la micro-entreprise privée a été légalisée par le gouvernement, celui-ci continue à exercer des pressions certaines pour que ce secteur d'activités ne se développe pas trop rapidement. Différentes mesures, notamment une lourde taxation et une bureaucratie tatillonne, arrivent à le contenir. On pourra lire, à titre indicatif, LUCIA NEWMAN, « Cuba Squeezes Private Business as Economy Grows », <http://www.cnn.com/2001/WORLD/americas/03/11/cuba.business/index.html> ; Archibald R.M. RITTER, « Cuba's Economic Performance and the Challenges Ahead », *Background Briefing*, FOCAL Research, Forum on Cuba, [www.cubasource.org](http://www.cubasource.org).



possession et l'usage du dollar<sup>48</sup>. La légalisation du dollar avait pour objectif central de canaliser cette devise des mains du privé et du marché noir vers l'État. Pour ce faire, on procéda notamment à l'ouverture de boutiques et de petits magasins administrés par l'État dans lesquels sont vendus à prix forts et en devises fortes des produits importés. Les profits en dollars que réalise l'État peuvent ensuite être utilisés, par exemple, pour subventionner des produits ou services de base<sup>49</sup>. Voilà une des façons par lesquelles l'État tente de recycler les devises qui sont envoyées en toute légalité par la diaspora cubaine aux familles restées dans l'île<sup>50</sup> et dépensées par les touristes ou par les Cubains qui ont accès aux dollars américains<sup>51</sup>. La dé-criminalisation du dollar aurait ainsi facilité l'approvisionnement en biens et services pour les Cubains détenteurs de devises fortes, encouragé la diminution des prix par rapport à ceux qui étaient pratiqués sur le marché noir et permis à l'État de bénéficier d'une source non négligeable de devises. Pourtant, la légalisation du dollar a eu des conséquences extrêmement profondes sur la société cubaine.

Parmi ces conséquences, la plus évidente est probablement la division qui s'opère entre ceux qui ont accès aux dollars et les autres. Cette distinction, qui se reflète directement sur le pouvoir d'achat de la population, crée une inégalité sociale manifeste qui va à l'encontre du projet socialiste. Avec la dollarisation de l'économie, ce sont les valeurs révolutionnaires qui tendent à se brouiller. Celui qui était perçu, il y a encore peu de temps, comme contribuant par son travail au bien-être et au développement de la collectivité, subit ladite ouverture économique comme une épreuve à la fois financière et morale, alors que le petit entrepreneur, le *bisnero* [businessman], le chauffeur de taxi ou celui qui joue l'intermédiaire entre les deux économies, devient en quelque sorte le gagnant dans la Cuba du temps mondial<sup>52</sup>. Le fossé socio-économique se fait sentir dans tous les milieux, grignote les fondements de la

48. A. R.M. RITTER, « The Dual Currency... », *loc. cit.*, p. 124 ; ainsi que Pedro MONREAL et Manuel RUA DEL LLANO, « 'Apertura' and Reform of the Cuban Economy : The Institutional Transformations, 1990-93 » (chapitre trois), in Archibald R.M. RITTER et John M. KIRK, *Cuba in the International System. Normalizing and Integration*, New York, St. Martin's Press, 1995, p. 49.

49. A.J. JATAR-HAUSMANN, *loc. cit.*, pp. 92-94. Les magasins à dollars administrés par l'État ont été surnommés les « caisses enregistreuses de dollars » de l'État. En 1997, ces magasins ont été la source de 17 % des revenus en devises de l'État.

50. David RIEFF, « Cuba Refrozen », *Foreign Affairs*, vol. 76, n° 4, juillet-août 1996, p. 65. Selon cet auteur, l'envoi de fonds par la communauté cubano-américaine s'élèverait au minimum à 800 millions de dollars par année, ce qui est considérable par rapport aux autres sources de revenus tels le tourisme ou l'industrie sucrière.

51. Environ 44 % de la population aurait accès aux dollars. Agriculteurs, restaurateurs, employés des *joint-ventures*, travailleurs impliqués dans le secteur touristique, travailleurs autonomes (incluant la prostitution), bénéficiaires du soutien économique en provenance de l'étranger et individus trafiquant sur le marché noir constituent quelques groupes qui ont accès, plus ou moins régulièrement et légalement, aux dollars. Consulter A. KAPCIA, *op. cit.*, p. 7.

52. Silvana PATERNOSTRO, « Communism's Cuban Orphans », *World Policy Journal*, vol. 13, n° 1, printemps 1996, pp. 39-40 ; A. R.M. RITTER, *loc. cit.*, pp. 119-121 ; et Deidre McFADYEN, « The Social Repercussions of the Crisis », *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, septembre-octobre 1995, p. 22.

société cubaine et compromet le projet de société qui voulait rassembler les Cubains. Par ce processus,

(...) l'idée de coopération est abandonnée au profit de la recherche individualiste du dollar, d'un emploi dans le secteur privé et des bénéfices du libre marché alors que le principe d'égalité se voit relégué au second plan par le dualisme monétaire qui éloigne ceux qui ont accès aux dollars de ceux qui demeurent dépendants de l'économie étatique fondée sur le peso (...) <sup>53</sup>.

Un autre observateur, Cubain celui-là, de noter qu'un

(...) processus incontestable d'individualisation s'opère présentement à Cuba. Les notions de dignité personnelle et d'indépendance, la capacité personnelle à travailler et à créer et la volonté de se distinguer du reste de la société ressortent particulièrement <sup>54</sup>.

On peut sans doute observer ici les débuts d'une mutation de la hiérarchie socio-normative à Cuba, une mutation par laquelle des valeurs telles la réussite individuelle, l'accumulation de profits, la capacité à consommer, etc., remplacent celles qui fondaient la Révolution.

Les transformations qui ont cours à Cuba induisent, on l'a vu, des changements dans le type de socialisme qui dit ou veut être pratiqué. Dans l'esprit de plusieurs hauts fonctionnaires et ministres cubains, la dollarisation de l'économie n'a pas pour but de faire transiter le socialisme cubain vers un capitalisme mais bien de défendre le socialisme et de le développer ; le rendre plus efficace <sup>55</sup>. Aussi efficace que le néo-libéralisme ? Car si le socialisme du temps mondial devait *s'unidéologiser* afin d'être efficace, productif et compétitif par rapport au reste du monde, n'est-ce pas tout l'imaginaire de l'effacement qui serait déclenché et qui minerait les bases normatives de la société cubaine <sup>56</sup> ? La richesse matérielle, que Fidel Castro considère pourtant comme plus ou

53. [traduction libre] A. KAPCIA, *op. cit.*, p. 22.

54. [traduction libre] Miguel LIMIA, « Rethinking the Revolution. Nine Testimonies from Cuba », *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, septembre-octobre 1995, p. 24.

55. [sans auteur] « Cuba. Investment Law Reformed », *Facts on File*, vol. 55, n° 2859, p. 679 ; et A.J. JATAR-HAUSMANN, *loc. cit.*, p. 93. On notera ici que la question de finalité, c'est-à-dire ce pourquoi les autorités prennent une mesure plutôt qu'une autre, paraît être la sauvegarde du socialisme. Si cet objectif peut être critiqué, il convient de noter que les autorités poursuivent un but ; celui de projeter le socialisme cubain d'aujourd'hui dans l'avenir.

56. Zaki LAIDI écrit que « (...) l'imaginaire de l'effacement, puissamment nourri par la mondialisation et entretenu par elle (...), a partie liée avec des processus de désacralisation ou de désymbolisation qui conduisent, au nom précisément du libre choix individuel, à vouloir combattre toutes les conventions ou institutions susceptibles de l'entraver ». Z. LAIDI, « Les imaginaires de la mondialisation », *Esprit*, n° 246, octobre 1998, p. 90.

moins insignifiante si elle n'est pas partagée selon un usage juste et solidaire<sup>57</sup>, n'est-elle pas à devenir une valeur individuelle acceptable justement parce que l'État, en y étant plus ou moins contraint, a légalisé une manière d'être et de faire qui favorise les principes d'accumulation et de libre-choix ? Cette légalisation aurait ainsi désymbolisé les valeurs de justice sociale, d'égalité et de solidarité qui semblaient animer la société cubaine. Bien que ces comportements étaient présents avant la fin de la guerre froide dans les marges de la société cubaine, la légalisation de l'usage du dollar rend légitime, du moins sur le plan symbolique, les comportements sociaux liés à son utilisation et aux privilèges auxquels il donne droit<sup>58</sup>. De plus, les inégalités économiques contribuent à amincir le tissu social et, par le fait même, à fragiliser la Révolution. Ainsi donc, on pourrait considérer que la dé-criminalisation du dollar et la légalisation d'espaces de plus en plus larges dans lesquels la logique de marché est introduite, cannibalisent peu à peu les bases normatives du système socialiste et créent, par les pratiques quotidiennes, une nouvelle réalité à Cuba<sup>59</sup>.

## V – Cuba... Si<sup>60</sup>

Le gouvernement cubain porte depuis les années 1980, et particulièrement depuis le début des années 1990, un intérêt soutenu à l'industrie touristique. De telle façon que le gouvernement a décidé de faire du secteur du tourisme

57. Les autorités cubaines affirment que le « financement indispensable pour le maintien et l'amélioration, dans la mesure du possible, des services offerts dans les secteurs de l'éducation et de la santé publique est garanti [pour l'année 2000] ». [Traduction libre] « En los resultados de 1999 se aprecia una mejoría, ante todo, en los indicadores de eficiencia económica », *Granma*, n° 259, année 3, mercredi 29 décembre 1999, <http://www.granma.cubaweb.cu/29dic99/nacional/articulo1.html>. Rapport sur les résultats économiques de 1999 et le Plan économique et social de l'année 2000 présenté par José Luis Rodríguez, député cubain et vice-président du Conseil des ministres.

58. A. R.M. RITTER, *loc. cit.*, p. 122. La soif de dollars ainsi que l'appât du gain étaient aussi présents au cours des années 1980. La tendance se serait amplifiée – et officialisée – avec les mesures prises par l'État à partir de 1992-1993. Un chauffeur de taxi « improvisé » qui nous conduisait au Palais des Congrès nous confia qu'il s'était éclipsé du grand hôpital de La Havane où il travaille afin de gagner quelques billets verts. Si la nécessité peut expliquer en partie ce comportement, le fait de s'absenter durant un quart de travail pour améliorer l'ordinaire alors que cette activité pourrait se faire à d'autres moments, semble relever d'une certaine indifférence à l'Autre, aux patients de l'hôpital, à la collectivité dans son ensemble, à l'État-employeur, à des valeurs aussi élémentaires que la responsabilité professionnelle. Voilà une illustration de la désymbolisation de la hiérarchie des valeurs qui semble s'opérer à Cuba.

59. Nous nous référons ici indirectement à l'expression « cannibalisme ontologique du marché » utilisée par J.C. GUILLEBAUD, *op. cit.*, p. 73 qui consiste en « (...) cette tendance à rabattre toute la complexité de l'existence humaine et de la vie en société sur le quantitatif ou le mesurable, à promouvoir un *homo oeconomicus* tragiquement unidimensionnel, à faire de la loi de l'offre et de la demande un concept tyrannique (...) ».

60. Slogan publicitaire utilisé par les bureaux de promotion touristique de Cuba.

un des principaux piliers de sa stratégie économique, particulièrement depuis 1994, alors qu'il procédait à la création d'un ministère du Tourisme, et 1997, année où l'État énonça le caractère prioritaire des secteurs d'activités pouvant rapporter des devises étrangères. Le vice-président cubain, Carlos Lage, a clairement indiqué que le secteur du tourisme deviendrait pour Cuba « l'industrie de l'avenir<sup>61</sup> ». Peu étonnant, si l'on considère que ce secteur constitue la plus importante source de devises fortes et que son développement exerce un effet stimulant sur le secteur des services, l'agro-alimentaire, les travaux d'infrastructures, l'emploi et la formation<sup>62</sup>.

Depuis quelques années, des douzaines de centres de villégiature ont vu le jour dans plusieurs provinces de l'île. En plus de Varadero et de La Havane, d'autres pôles touristiques répartis à travers presque toute l'île sont en développement. Des routes, des aéroports, des ports, des hôtels sont construits ou rénovés. L'éco-tourisme, le tourisme de santé, le tourisme culturel, les séjours linguistiques, les croisières et longs séjours viennent élargir l'offre du traditionnel « produit plage » qu'était devenue Cuba. Les campagnes publicitaires sont d'ailleurs nombreuses au Canada et en Europe et les efforts de promotion touristique sont soutenus<sup>63</sup>. Tant et si bien que la plus grande île des Caraïbes a accueilli près de deux millions de touristes en 2000 et que les prévisions pour 2010 oscillent entre cinq et sept millions de visiteurs.

En plus d'être épaulées par une réelle volonté d'améliorer les prestations touristiques et de diversifier le produit, ces audacieuses projections sont soutenues par l'introduction depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 de l'euro comme monnaie d'échange dans la zone touristique de Varadero, agglomération-plage qui constitue le plus important pôle touristique de Cuba. À ce sujet, le ministre du tourisme cubain a affirmé que l'usage de l'euro à Cuba « (...) facilitera et rendra moins coûteux le voyage des Européens qui constituent 55 % de nos visiteurs [à Varadero]. Nous espérons que d'ici 2003 l'euro pourra être utilisé comme monnaie d'échange dans toutes les régions fréquentées par les

61. [Traduction libre] Propos rapportés par Dalia ACOSTA, in « Development-Cuba : Tourism the Industry of Next Century », *World News, Inter Press Service*, 5 janvier 1998, <http://www.oneworld.org/ips2/jan98/cuba.html>.

62. Orlando GUTIÉRREZ CASTILLO et Nélida GANCEDO GASPAS, « Tourism Development. Locomotive for the Cuban Economy », <http://www.fas.harvard.edu/~drclas/publications/revista/Tourism/castillo.html>.

63. En plus des encarts dans les journaux, les publicités télévisées et une participation active dans plusieurs foires touristiques internationales, le gouvernement cubain et l'industrie du tourisme mettent sur pied chaque année à Cuba une importante rencontre de professionnels du voyage qui attire journalistes spécialisés, agents de voyages et grossistes de plusieurs pays. C'est l'occasion pour le gouvernement de promouvoir les produits touristiques cubains qui se sont multipliés depuis les dernières années. On pourra lire sur le sujet Yenía SILVA CORREA, « Convención de Turismo regresa a Varadero », *Granma*, 22 avril 2002, <http://www.granma.cu/espanol/abril02-4/17convencion-e.html> ; Ventura DE JESÚS, « Confianza en el destino turístico cubano », *Granma*, jeudi, 2 mai 2002, <http://www.granma.cu/espanol/mayo02-2/confianza-e.html>.

touristes<sup>64</sup> ». Si les réserves en euros faciliteront l'importation de biens produits dans la zone euro, les autorités cubaines reconnaissent volontiers que la nouvelle devise vient symboliquement rompre la toute-puissance et l'omniprésence arrogante du billet vert dans l'île. Jusqu'ici, l'État semble se comporter comme un bon gestionnaire d'entreprise qui, voulant consolider et accroître sa part de marché, diversifie, améliore et fait connaître son produit.

La préoccupation de rentabilité, centrale dans le domaine des affaires, semble aussi faire partie des préoccupations principales du gouvernement cubain. En effet, « La première difficulté à relever consiste à augmenter les revenus et à réduire les coûts sans compromettre les objectifs stratégiques du secteur du tourisme et sans affecter la qualité de notre produit touristique », explique sans détour José Luis Rodríguez, ministre de l'Économie et de la Planification<sup>65</sup>. Que dire enfin des programmes de (Fidel)isation de la clientèle, technique bien connue dans le monde de la publicité et de la gestion moderne d'entreprises, qui sont utilisés depuis peu à Cuba<sup>66</sup> ? Si l'opérationnalisation de ce genre de principes peut paraître anodine et sans conséquence, elle semble révéler l'adoption par l'État d'une nouvelle manière de concevoir les échanges commerciaux et les relations commerciales. Rentabilité, efficience et conquête de marché pourraient trahir une intégration de principes néo-libéraux. Par besoin, certes, et il n'est pas moins légitime pour le gouvernement cubain de procéder ainsi qu'il ne l'est pour IBM ou pour tout autre gouvernement. Si l'État semble insister sur le fait que les pratiques précédentes n'ont de raison d'être que le relèvement de l'économie cubaine, le développement du pays et le mieux-être de la population, les pratiques du gouvernement cubain n'échappent probablement pas à la population. Comment empêcher les micro-entrepreneurs qui, conscients de ces manières de faire, seraient portés à faire de même ? N'assisterions-nous pas à la banalisation de pratiques qui pourraient éventuellement se délester des notions de finalité sociale qui leur sont encore rattachées ?

Si l'usage répandu du dollar américain et ses conséquences favorisent le développement d'une nouvelle réalité s'inspirant d'un corpus de valeurs néo-libéralisantes, le développement soutenu du secteur du tourisme cubain contribue probablement aussi l'établissement de l'idéal néo-libéral à Cuba.

64. [Traduction libre] Propos rapportés par Reuters, « Euro making its rounds in Cuba », 24 mai 2002, <http://www.cnn.com/2002/WORLD/americas/05/24/cuba.euro.reut/index.html>. On pourra aussi lire à ce sujet « El euro prodrá utilizarse en Varadero desde el 1º de junio » sur le site de Cuba Travel, <http://www.cubatransel.cu/noticias/noticias.asp?id=103> ; ainsi que le document de travail de Archibald R.M. RITTER et Nicholas ROWE, « Cuba : From 'Dollarization' to 'Euroization' or Peso Re-Consolidation ? », mars 2002 (éd. rév.), <http://www.carleton.ca/economics/cep/cep00-13update.pdf>.

65. Susana LEE, « Incrementar los ingresos y reducir los costos », *Granma*, 5 mars 2002, <http://www.granma.cu/espanol/marzo02/incrementar-e.html>.

66. On lira à titre indicatif l'article de Gabriel MOLINA, « Marina Hemingway lanza programa fidelidad a sus clientes », *Granma*, 26 février 2002, <http://www.granma.cu/espanol/febrero02-4/marina-e.html>.

D'ailleurs, certains des éléments les plus convaincus du régime cubain ont à ce sujet exprimé leur inquiétude par rapport à la présence si nombreuse des étrangers qui répandent à Cuba des idées contraires aux canons du PCC<sup>67</sup>. Cela montre bien que le gouvernement est conscient du fait que l'augmentation de la fréquence des contacts et du nombre de points de rencontre permet la confrontation de projets politico-normatifs différents de celui qu'il privilégie.

Nous avons déjà abordé la question d'inégalité sociale patente que crée la circulation asymétrique du dollar. La présence de l'euro ne fera rien pour amoindrir cette inégalité puisque sa circulation restera, au début du moins, confinée aux zones touristiques et donc, à ceux travaillant dans le secteur du tourisme. Peut-être plus surnoise encore est la question de l'accès aux zones et aux installations touristiques. En effet, des régions entières regroupant la plus riche faune, les paysages les plus spectaculaires et les plages les plus idylliques seront peu à peu colonisées par des zones hôtelières interdites à la population locale. Les frustrations liées à ce que d'aucuns nomment l'apartheid touristique sont réelles et risquent d'atteindre la fibre patriotique des Cubains. Dans ce contexte, il est légitime de se demander comment les Cubains peuvent interpréter le slogan tant de fois répété, entendu et lu, *Patria o muerte*, ou le président Castro affirmer que la « (...) Révolution a converti le peuple cubain en propriétaire de son propre pays<sup>68</sup> » et de se voir par ailleurs interdire l'accès

67. Raul Castro aurait ainsi déclaré que les touristes, hommes d'affaires étrangers et diplomates sont potentiellement dangereux pour Cuba puisqu'ils apportent avec eux des idées étrangères. On pourra se référer aux discours et aux déclarations de la Cinquième Plénière du PCC du 23 mars 1996 ou encore aux propos que rapporte Catherine Moses dans *Real Life in Castro's Cuba*, Scholarly Resources, Wilmington (Delaware), 2000, p. 14. Si du temps de Gramsci les idées circulaient notamment via les intellectuels systémiques, la présence des étrangers à Cuba risque de favoriser l'adoption et l'intégration des valeurs néo-libérales par une masse non négligeable de la population, notamment par les jeunes de moins de trente ans qui, depuis 1992, n'ont connu que déceptions et affres d'une Révolution en déroute.

68. Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz à la Tribune publique de la Révolution, au cours du meeting de protestation et de condamnation du blocus et des menaces du président Bush, sur la place Général Calixto García (Holguín), le 1<sup>er</sup> juin 2002 et publiée sous le titre « Face aux dangers et aux menaces, vive plus que jamais la Révolution socialiste », *Granma*, n° 152, année 6, samedi 1<sup>er</sup> juin 2002, <http://www.granma.cubaweb.cu/2002/06/01/nacional/articulo20.html>.

de Cayo Levisa, Varadero ou Cayo Guillermo<sup>69</sup>. Voilà une interdiction qui choque particulièrement à Cuba étant donné le patriotisme que l'État entretient à coup de manifestations organisées et de discours enflammés. Les réalités cubaines, produits d'un mélange d'objectifs louables, de pratiques douteuses et de perceptions ambiguës, mettent en scène ce genre de paradoxes qui minent les chances de réussite du projet cubain. Ce cas d'apartheid touristique n'est toutefois pas une exclusivité cubaine. Car dans plus d'un pays en développement, les populations locales n'ont pas nécessairement les revenus nécessaires à la fréquentation des lieux de villégiature qui se trouvent *de facto* réservés aux touristes. Dans le cas cubain, c'est peut-être le lien entre l'interdiction de séjour dans les zones touristiques et le thème plus vaste – et controversé – du contrôle social exercé par l'État cubain qui arrive à cristalliser la frustration des Cubains.

Le secteur du tourisme à Cuba, on l'a vu, est en pleine expansion et est appelé à être l'un des moteurs du développement à Cuba. Si dans l'esprit du gouvernement, les investissements dans ce secteur ont pour objectif avoué de stimuler le reste de l'économie et d'améliorer le sort de l'ensemble de la collectivité, il doit une fois encore être remarqué que cette noble entreprise a des conséquences sur la perception que peuvent avoir les Cubains de leur propre gouvernement et de leur propre système qui semble privilégier, dans ce cas précis, davantage les touristes que les nationaux, ce qui n'est pas sans rappeler l'époque pré-révolutionnaire<sup>70</sup>. La direction que donne le gouvernement cubain au secteur du tourisme ne semble pas participer du courant de l'*unidéologisation*, c'est-à-dire de la volonté de restructurer la société sur le

69. L'interdiction des zones touristiques est officiellement justifiée par la volonté du gouvernement de maintenir une justice sociale qui ne pourrait être envisagée si seuls les Cubains possédant des dollars pouvaient accéder à ces zones. Si cet argument peut paraître valable *a priori*, sa finalité devient moins claire lorsque l'on considère que les zones touristiques, hôtels, plages et parcs publics confondus, sont pratiquement fermées aux populations locales. L'argument de départ reposant sur le principe de justice sociale deviendrait-il une manière de limiter les contacts entre les populations locales et les étrangers, pour le meilleur et pour le pire ? Si le tout peut paraître choquant, il faut recontextualiser cette interdiction qui ne préoccupe sans doute pas la plupart des Cubains qui ont d'autres priorités que de visiter le dernier cinq-étoiles, où ils ne pourraient par ailleurs pas loger même s'ils en avaient l'occasion en raison des tarifs pratiqués. On pourra lire sur la question l'article de Isabel GARCIA-ZARZA, « Restricted Access », Reuters, 2 mars 2002, <http://abcnews.go.com/sections/travel/DailyNews/cubatourism000302.html> ; Damien CAVE, « Tourism Apartheid in Cuba », 6 février 2002, [http://www.salon.com/people/feature/2002/02/06/cuba\\_apart/print.html](http://www.salon.com/people/feature/2002/02/06/cuba_apart/print.html) ; et Lucia NEWMAN « Lucia Newman : Castro Aging, but still in Control », 13 août 2001, <http://www.cnn.com/2001/WORLD/americas/08/13/newman.debrief.otsc/index.html> ; et Hugo DUMAS, « La Havane, carnets de rationnement, combines et désespoir », La Presse, samedi 11 mai 2002, section B, pp. 6-7.

70. La présence marquée de la prostitution dans les zones touristiques constitue un autre élément avec lequel on peut faire un rapprochement avec les années où Cuba était considérée comme le « bordel de l'Amérique ». Sur ce thème on pourra lire Sami TCHAK, *La prostitution à Cuba : communisme, ruses et débrouille*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; Elisa FACIO, « Jineterismo During the Special Period », in Eloise LINGER et John COTMAN (dir.), *Cuban Transitions at the Millennium*, Largo (Maryland), International Development Options, 2000, pp. 55-74.

triptyque privatisation-libéralisation-déréglementation. Toutefois, il convient de noter que les mesures prises par l'État ne sont pas toujours conséquentes avec le but affiché de favoriser l'épanouissement et la dignité des Cubains. « Dans la conjoncture de crise économique, nous ne pouvons pas nous passer du tourisme et nous devons nécessairement accepter le défi que signifie la masse croissante de personnes qui visitent le pays », résume bien un économiste cubain au langage prudent qui identifie pourtant bien cette problématique à laquelle est confrontée la Cuba du temps mondial<sup>71</sup>.

## VI – « Opération investissements »

Les mesures législatives prises dans le secteur de l'investissement étranger l'ont été dans le même cadre de difficultés économiques que celles prises dans les autres champs d'activités abordés plus haut. Le secteur de l'investissement étranger a soudainement attiré l'attention du gouvernement cubain après 1989. Un gouvernement communiste en train de courtiser le grand capital, peu importe d'où il vienne, même des États-Unis<sup>72</sup> ? Eh bien ! Oui. Avec la suspension de l'aide soviétique, le gouvernement a entrepris, sans doute à contrecœur, de faire de Cuba un pôle attrayant pour l'investissement étranger. Les mesures prises pour stabiliser le peso, réduire le déficit budgétaire et l'inflation avaient pour objectif, on l'a vu, de réduire les pressions internes qui risquaient de compromettre le régime révolutionnaire. Il semble raisonnable de croire que ces mesures d'ajustement macro-économique avaient aussi pour but d'attirer les investisseurs, notamment ceux intéressés par le secteur du tourisme. Car on sait que pour attirer l'investissement, les États n'ont pas nécessairement besoin de se faire imposer directement des mesures d'austérité par l'extérieur. La seule nécessité économique peut être un puissant stimulant. Ainsi, il semble plausible que les politiques d'austérité à Cuba aient aussi eu pour objectif de rendre le pays plus attrayant aux yeux des investisseurs. Selon nous, cette interprétation rendrait l'État cubain tout à fait semblable aux autres pays en développement qui, pour attirer l'investissement, sont souvent prêts à modifier leur législation, voire leur Constitution.

En plus, donc, de cette question d'ajustement macro-économique auto-infligé, des sessions d'information vantant les mérites de Cuba comme terre d'investissements sont organisées. Des hauts fonctionnaires et membres du gouvernement se rendent à l'étranger pour discuter affaires. Cuba participe aux foires commerciales internationales<sup>73</sup>. Les autorités cubaines tiennent des

71. Osvaldo MARTÍNEZ, « Cuba dans le contexte... », *loc. cit.*, in François HOUTART (dir.), Bernard DUCHARME et al., *Socialisme et marché...*, *op. cit.*, p. 207.

72. M.C. WERLAU, *loc. cit.*, p. 52 et note 3.

73. Au cours des premiers mois de l'année 2000, Cuba a participé à l'Expocomer de Panama en mars 2000 et Carlos Lage, vice-président de Cuba, s'est rendu à la foire industrielle de Hanovre (Allemagne) en plus de participer à une rencontre de gens d'affaires à Oporto, Portugal. Lire « Regresó a Cuba vicepresidente Carlos Lage », *Granma*, n° 69, année 4, mercredi 29 mars 2000, <http://www.granma.cubaweb.cu/29mar00/nacional/articulo14.html>.



propos doux concernant les investisseurs potentiels, même si ces derniers, particulièrement les riches Cubains-Américains, étaient qualifiés, il y a encore peu de temps, de *gusanos* [les vers]<sup>74</sup>. Les besoins pressants en devises étrangères et la compétition entre les pays en développement étant pour le moins féroce, les autorités cubaines procédèrent en 1995 à l'amendement de la Loi sur l'investissement étranger de 1982 (loi-décret 50). Ainsi, en vertu de la loi-décret 77, les étrangers peuvent devenir, théoriquement et légalement, propriétaires à 100 % de leur entreprise opérant en terre cubaine. Aussi, afin de créer un environnement propice à l'investissement, certains observateurs ont noté que le gouvernement cubain a tendance à accorder des conditions très avantageuses aux investisseurs, notamment en leur donnant congé de taxes, en permettant le rapatriement complet des profits, en favorisant un retour rapide sur l'investissement et en signant des ententes protégeant les investisseurs contre une éventuelle expropriation<sup>75</sup>.

Pourtant, l'application inégale des lois, la lourdeur bureaucratique et la crainte que les autorités cubaines décident de remettre en question les termes du partenariat pousseraient les gens d'affaires à la prudence et à exiger des conditions qui ne sont pas toutes favorables à Cuba. Voilà pourquoi « (...) plusieurs analystes considèrent que la situation désespérée dans laquelle se trouve Cuba la force à liquider les avoirs qu'il lui reste<sup>76</sup> ». Dans un contexte pareil, il est peu étonnant que les activités de très importants investisseurs tels Sherritt du Canada tombent dans l'exploitation sans vergogne et soient associées à une dégradation avancée de l'environnement<sup>77</sup>. L'indépendance, si valorisée par le régime ainsi que par la population, serait donc largement minée par l'impatience dont font preuve les autorités dans leurs démarches pour attirer l'investisseur. Si les éléments précédents s'inscrivent très bien dans le courant néo-libéral qui consiste à déréglementer, à libéraliser et à réduire à leur plus simple expression les obstacles à l'investissement, plusieurs indices suggèrent que la Loi sur l'investissement étranger de 1995 est moins (néo) libérale qu'elle ne peut le laisser croire, bien qu'elle le soit déjà par rapport aux normes et au contexte socio-historique de Cuba.

D'abord, mentionnons qu'en dépit de l'autorisation que la loi-décret 77 de 1995 accorde aux étrangers de détenir la totalité d'une entreprise opérant à Cuba, très rares sont les étrangers qui ont obtenu ce privilège. Paradoxalement, même si le gouvernement cubain semble prêt à faire plusieurs concessions face à l'investisseur potentiel, il étudie cas par cas les demandes de formation d'entreprises mixtes (*joint ventures*) et tient à demeurer le partenaire majoritaire

74. S. PATERNOSTRO, *loc. cit.*, p. 41 ; ainsi que Román DE LA CAMPA, « Cuba : Ideology Meets Globalization », *Dissent*, vol. 43, n° 2, printemps 1996, p. 20-21.

75. M.C. WERLAU, *loc. cit.*, p. 54 ; D. RIEFF, *loc. cit.*, p. 65. Tous les secteurs peuvent être l'objet d'investissements étrangers sauf l'éducation, la santé et la défense nationale. Voir « Cuba. Investment Law Reformed », *loc. cit.*, p. 678.

76. [Traduction libre] D. RIEFF, *loc. cit.*, p. 60.

77. M.C. WERLAU, *loc. cit.*, p. 58 et note 22.

de la plupart de ces entreprises<sup>78</sup>. De plus, le contrôle de l'État sur la qualité des investissements ne semble pas se relâcher aussi facilement. À preuve, des douzaines de licences d'opération commerciales auraient été retirées à des entreprises étrangères pour des motifs de « pratiques corrompues », formulation dont la signification gagnerait à être éclaircie. De plus, des précédents d'annulation et même de nationalisation de portions étrangères d'entreprises mixtes auraient signifié aux investisseurs que le gouvernement cubain ne badine pas avec les pratiques capitalistes douteuses<sup>79</sup>.

Cela étant, les gestionnaires cubains des entreprises mixtes et des sociétés d'État actives sur les marchés internationaux tendent à adopter des pratiques qui peuvent ressembler, à certains égards, à celles de leurs contreparties étrangères et officiellement capitalistes. L'ouverture à l'investissement étranger pourrait donc avoir des conséquences plus profondes; elle pourrait faciliter, par la pratique, l'intériorisation de l'idéal néo-libéral par une partie de la population et ainsi favoriser des comportements et une projection dans le futur qui participeraient de cet idéal. Toutefois, cette tendance est probablement jugulée par l'État et sa vieille garde socialiste qui, percevant un danger dans cette « intrusion » du capitalisme à Cuba, exercent un contrôle légal et moral sur ce groupe de gestionnaires d'entreprises<sup>80</sup>. Une analyse fort intéressante de ce groupe socio-économique en devenir est proposée par J.E. Suárez Conejero qui soutient que cette apparence de nouvelle classe sociale n'a pour seule fonction que de faciliter l'entrée à Cuba des capitaux étrangers, capitaux dont la présence doit permettre la survie de la Révolution. Mais, constate-t-elle du même souffle,

(...) le défi est d'arriver à empêcher que cette appropriation symbolique du marchand par les dirigeants-entrepreneurs des secteurs mixte et privé ne sape le système de valeurs socialistes et ne provoque une fissure dans la manière de penser, de concevoir le monde, et donc d'agir, de ce groupe<sup>81</sup>.

78. Le partenaire étranger est typiquement détenteur de 49 % des entreprises mixtes opérant à Cuba. M.C. WERLAU, *loc. cit.*, p. 52 et note 4.

79. M.C. WERLAU, *loc. cit.*, p. 56 et note 12. Du reste, on remarquera que les pratiques nationalistes et quelquefois incompréhensibles du gouvernement cubain accentuent les facteurs de risque des investissements à Cuba. Les détenteurs de capital font donc le nécessaire pour que leur investissement soit rentabilisé le plus rapidement possible. L'horizon du court terme devient donc un objectif qui n'est pas sans poser problème pour un pays en développement comme Cuba.

80. Haroldo DILLA ALFONSO, « The Cuban Experiment. Economic Reform, Social Restructuring, and Politics », *Latin American Perspectives*, vol. 27, n° 1, janvier 2000, pp. 35-37 ; et M. PASTOR Jr et A. ZIMBALIST, *loc. cit.*, pp. 11-12.

81. Juana Elvira SUÁREZ CONEJERO, « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé », in François HOUTART (dir.), Bernard DUCHARME et al., *Socialisme et marché... op. cit.*, p. 245.

C'est précisément dans cette lézarde ontologique potentielle que se trouve peut-être la force menaçant le plus l'héritage de la Révolution cubaine.

Malgré une loi sur l'investissement étranger qui semble relativement libérale, le traitement que l'État fait de cet investissement semble favoriser, sous certains angles, l'égalité et la justice. En effet, l'utilisation de l'investissement étranger à Cuba semble se distinguer de celle qu'en font d'autres pays en développement. D'abord, les salaires que reçoivent les Cubains travaillant dans les entreprises mixtes doivent être versés en dollars américains à une agence gouvernementale. Aussi, le salaire mensuel moyen que doivent obligatoirement payer les employeurs étrangers pour chaque employé cubain est de trois à quatre fois plus élevé que celui payé à la main-d'œuvre d'autres pays d'Amérique centrale<sup>82</sup>. La main-d'œuvre cubaine est généralement davantage scolarisée que celle d'Amérique centrale et les autorités cubaines le savent bien. Le fait que l'État exige qu'un salaire relativement élevé soit versé par les entreprises étrangères n'est sans doute pas très orthodoxe à l'ère du temps mondial et de la migration des capitaux en fonction, entre autres, des coûts mondiaux de la main-d'œuvre. C'est peut-être cela que signifiait le numéro un du régime en affirmant que la mondialisation doit s'adapter à Cuba et non le contraire... En accord avec la prétention socialiste du régime, l'État a pris la décision de conserver les salaires versés en dollars par les entreprises étrangères et de ne remettre aux travailleurs cubains qu'une infime partie de ce que l'entreprise paie à l'agence gouvernementale. Cette fraction leur est payée en pesos et équivaut plus ou moins à ce qu'un employé de l'État gagne; le reste est retenu par l'État<sup>83</sup>.

Bien qu'elle semble injuste pour le travailleur, cette pratique participe de l'effort du gouvernement à contenir l'inégalité sociale qui ronge les fondements de la société cubaine. Dans ce cas-ci, l'État cherche à favoriser l'égalité, à contrôler les pressions inflationnistes et à augmenter ses revenus pour financer les programmes et services sociaux. Cette pratique serait sans doute plus convaincante encore si personne ne pouvait douter que les argents retenus dans le trésor national n'étaient pas en partie détournés et utilisés afin de maintenir en place les forces policières et d'autres entreprises plus ou moins douteuses. Quoi qu'il en soit, cette utilisation particulière d'une portion de l'investissement étranger vient renforcer l'idée selon laquelle la présence de l'idéal néo-libéral est davantage évidente dans l'étape « séduction » du capital que dans l'usage des profits qui découlent de ces investissements. La Loi sur l'investissement étranger de 1995 emprunterait donc à la fois au socialisme et au capitalisme. L'emprunt à ces deux systèmes antinomiques contribue à faire de la société et de l'économie cubaines un système paradoxal et *sui generis*. Un mutant du temps mondial. Le mouton noir du nouvel ordre mondial.

82. M.C. WERLAU, *loc. cit.*, p. 57, note 15.

83. Cette façon de faire est relativement courante. On consultera à ce propos S. PATERNOSTRO, *loc. cit.*, p. 40 ; et M.C. WERLAU, *loc. cit.*, pp. 59-60. Les employés des entreprises mixtes reçoivent tout de même certains avantages auxquels d'autres travailleurs, par exemple ceux de la fonction publique, n'ont pas droit.

## Derniers commentaires et conclusion

Que l'économie cubaine incorpore certains principes néo-libéraux, qu'une économie hybride soit à se superposer à l'économie socialiste, voire à la traverser et à la miner, cela est indéniable. Le socialisme cubain de la guerre froide se délite sous l'action du souffle du temps mondial. Toutefois, si certaines mesures adoptées par le gouvernement cubain semblent être accordées au diapason de l'idéal néo-libéral, des nuances s'imposent. Les lois et les amendements adoptés au cours des années 1990 à Cuba semblent généralement en accord avec la rhétorique de l'État cubain analysée dans la première portion de l'article. En effet, le discours des autorités cubaines sur la mondialisation suggère clairement que les amendements législatifs étudiés n'ont pas été apportés avec pour seul objectif d'atteindre le déficit zéro, de faire des profits sans autre objectif que de gonfler les coffres de l'État, de pratiquer un capitalisme d'État, ou de soutenir le grand capital à la conquête de nouveaux marchés. Devant les difficultés économiques qu'a connues Cuba dans la première moitié des années 1990, le *statu quo* n'était pas envisageable; le gouvernement devait prendre des décisions qui pouvaient difficilement se restreindre aux paramètres socialistes. Le monde avait changé et Cuba, affectée par une débâcle économique et au bord d'une crise sociale, ne pouvait qu'aller (caler) de l'avant. En définitive, la survie des acquis de la Révolution – et du régime – ont motivé les amendements législatifs apportés par le gouvernement cubain. Ainsi donc, il serait inexact de conclure que la présence de l'idéal néo-libéral et son intériorisation expliquent les décisions du gouvernement cubain étudiées au cours de la présente analyse. Il s'agit bien davantage de mesures ponctuelles qui sortent effectivement du cadre socialiste traditionnel mais qui n'ont pas pour objectif d'évacuer le projet politico-normatif cubain pour le remplacer par celui que propose l'idéal néo-libéral. Cette distinction nous paraît fondamentale; elle permet de mieux situer Cuba dans le temps mondial.

Cela dit, force est de constater que les amendements législatifs, bien qu'introduits de manière graduelle et sous la supervision étroite du gouvernement cubain, ont eu pour conséquences de favoriser l'adoption de valeurs s'inspirant de l'idéal néo-libéral et de son projet civilisationnel, et de légitimer des pratiques qui induisent des changements qualitatifs dans la société cubaine. Si le discours officiel célèbre toujours la Révolution et met de l'avant le caractère socialiste de l'Île, plusieurs décisions prises par les autorités minent, paradoxalement, les fondements les plus élémentaires du socialisme et favorisent, à plus ou moins grande échelle, la pénétration et l'ancrage dans le tissu social de certains principes néo-libéraux tels l'individualisme, le marché-roi et la recherche frénétique du profit. Nul besoin d'occulter que cette donne accélère le phénomène de réification de l'idéal néo-libéral en terre cubaine.

Tel qu'illustré par les cas de la réforme agraire et de la dollarisation, du secteur du tourisme et de la loi sur l'investissement, l'État cubain est omniprésent. Les circonstances de l'après guerre froide favoriseraient donc la modification des rôles de l'État dans le même sens que dans plusieurs pays en

développement, latino-américains ou autres, qui s'efforcent d'attirer l'investisseur avant qu'il ne porte son dévolu sur une autre région<sup>84</sup>. Cependant, par rapport à d'autres pays qui ont transformé leurs structures économiques selon les principes de la privatisation, de la déréglementation et de l'hyperlibéralisation, le cas cubain semble faire figure de cousin original et prudent. Cette prudence avec laquelle le gouvernement cubain a apporté les changements étudiés peut sans doute s'expliquer, d'une part, par la crainte que doit éprouver le gouvernement à voir apparaître des valeurs contraires à celles qui fondent sa légitimité et sa raison d'être et, d'autre part, par les difficultés que rencontre notamment la Russie dans le cadre de sa transition rapide vers la démocratie de marché<sup>85</sup>.

Malgré le constat qui précède, l'État a favorisé plus ou moins malgré lui la création d'une strate sociale privilégiée – celle du dollar – qui ne dépend plus uniquement de l'État pour subvenir à ses besoins. L'État a clairement initié un processus d'intégration de la logique marchande dans certaines sphères de production, de distribution et de vente. Les décisions qui ont été prises ont également eu pour effet de légitimer certaines pratiques et certaines valeurs semblables à celles que privilégient les détenteurs du grand capital. C'est ce que suggère le mécontentement de l'élite traditionnelle qui trouve dommage que Cuba la socialiste soit à perdre de son essence<sup>86</sup>.

Fort justement, Al Campbell a noté que l'introduction par le gouvernement cubain de la logique marchande et de l'idée de marché dans les sphères étudiées est contenue par des mesures de contrôle du marché qui contribuent à faire de Cuba un laboratoire socio-économique unique en son genre. En effet,

le gouvernement cubain a mis de l'avant ses réformes dans l'espoir de développer un nouveau genre d'économie socialiste qui serait très différente à la fois de la vieille économie soviétique et de l'économie cubaine.

84. Pour plus de détails, on pourra lire Fred HALLIDAY, « The Third World and the End of the Cold War » (chapitre deuxième), in Barbara STALLINGS (dir.), *Global Change, Regional Response : the New International Context of Development*, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 33-66 ; R. DE LA CAMPA, *loc. cit.*, pp. 19-21 ; ainsi que John M. STOPFORD, Susan STRANGE et John S. HENLEY, *Rival States, Rival Firms. Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

85. A.J. JATAR-HAUSMANN, *loc. cit.*, pp. 100-102. Sur les difficultés que connaissent les gouvernements russe et d'autres pays de l'ancien bloc de l'Est à assurer un minimum vital dans le secteur de la santé, on lira, par exemple, [sans auteur], « Poverty 'Great Depression' Sweeps Eastern Europe », <http://www.cnn.com/2000/WORLD/europe/10/12/easteurope.poverty/index.html> et Eileen O'CONNOR, « Russia Struggles with Health Crisis », <http://www.cnn.com/2000/HEALTH/02/14/russia.health/index.html>.

86. A.J. JATAR-HAUSMANN, *The Cuban Way. Capitalism, Communism and Confrontation*, West Hartford, Kumarian Press, 1999, pp. 111-113. L'auteur indique que si les professions autonomes sont légalisées, ces dernières sont encore loin d'être perçues comme légitimes dans le cadre d'une certaine vision du monde encore présente dans la Cuba du temps mondial.

Au cœur de ce projet se trouve la tentative de contrôle du marché et des mécanismes apparentés que le gouvernement a introduits <sup>87</sup>.

Les changements qui ont marqué Cuba au cours des années 1990 semblent avoir façonné Cuba de manière originale. En cela, les années qui ont suivi la fin de la guerre froide ont confirmé Cuba dans ce qu'elle est de plus profond et de plus complexe, c'est-à-dire le produit évolutif d'un syncrétisme séculaire qui singularise tous les secteurs de la vie de cette île navigant sur les eaux troubles et agitées du temps mondial. On ne peut qu'espérer que les courants progressifs que porte aussi la mondialisation, particulièrement ceux qui ont trait aux droits de la personne, puissent un jour être intégrés harmonieusement à ce syncrétisme mouvant.

---

87. [Traduction libre] Al CAMPBELL, « The Cuban Economy has Turned the Corner : The Question Now is Where is it Going ? », in Eloise LINGER et John COTMAN (dir.), *Cuban Transitions at...*, op. cit., p. 194.